mai 2019, n° **212**

Résonances

L'actu du Pôle

Pôle ressources ville et développement social

39 rue des bussys 95600 Eaubonne 01.34.05.17.17 poleressources.95@wanadoo.fr



< Atelier, 27 mai, temps #1, 9h30-13h, Eaubonne >

CULTURE ET POUVOIR D'AGIR DES JEUNES

Les travaux menés au cours des trois dernières années et qui ont abouti à une journée départementale des acteurs de la jeunesse, ont été l'occasion d'interroger les pratiques professionnelles au prisme du pouvoir d'agir des jeunes. Il ressort du bilan dressé un intérêt à travailler sur le thème de la culture et du pouvoir d'agir des jeunes. La polysémie du mot culture, ainsi que la diversité des véhicules qu'elle peut prendre, rendent difficile son appropriation et la construction de liens avec la notion d'empowerment. Pour aller plus loin, renforcer les projets portés dans le champ culturel, les fédérations départementales des centres sociaux et des MJC, le Centre information jeunesse du Val d'Oise ainsi que le Pôle ressources proposent un atelier dédié qui se nourrira de projets et questionnements à partir de l'entrée des droits culturels inscrits dans la loi NOTRe. En partenariat avec Jean-Pierre Chrétien Goni, Maître de conférence et membre du réseau Culture 21, il s'agira d'analyser des projets culturels concrets à partir de l'entrée des droits culturels et en interrogeant la place qu'y occupent les jeunes. 3 temps sont programmés : les 27 mai, 17 juin et un 3ème temps en septembre ou octobre.

https://poleressources95.org/actions/culture-et-pouvoir-dagir-des-jeunes/

< Vidéos et publication >

3ÈME RENCONTRE DES CONSEILS CITOYENS ET CONTRIBUTION AU GRAND DÉBAT : ACTES ET RETOUR EN IMAGE

Deux vidéos, réalisées par Urban Street reporter, reviennent en images sur la 3ème rencontre départementale des conseils citoyens, organisée par la Préfecture et animée par le Pôle ressources, qui a rassemblé plus de 100 participants, le 16 février dernier. 23 conseils citoyens du département y étaient représentés ainsi que des professionnels de la Politique de la ville (collectivités et délégués du Préfet du Val d'Oise). La rencontre a été ouverte par Monsieur Jallet, Préfet délégué pour l'égalité des chances, puis 9 conseils citoyens du Val d'Oise ont partagé en petits groupes leurs expériences et initiatives, telles l'enquête menée auprès des habitants du quartier des Frances à Montigny-lès-Cormeilles ou encore l'implication de l'association du conseil citoyen de Goussainville dans le projet de rénovation urbaine. L'après-midi, les conseillers citoyens ont échangé et fait émergé des idées, en petits groupes, sur les thèmes du Grand débat (à lire dans la contribution des conseils citoyens du Val d'Oise).

https://poleressources95.org/retour-sur-la-rencontre-departementale-des-conseils-citoyens-en-video/



CONTRIBUTION DES CONSEILS CITOYENS DU VAL D'OISE AU GRAND DÉBAT : LES ACTES

https://poleressources95.org/ contribution-des-conseils-citoyens-duval-doise-au-grand-debat/

< Appui-Accompagnement >

UNE DÉMARCHE D'ACCOMPAGNEMENT DES TERRITOIRES VALDOISIENS DANS LA RÉNOVATION DES CONTRATS DE VILLE

D'avril à juillet 2019, le Pôle ressources accompagne les territoires valdoisiens qui le souhaitent dans leur démarche de rénovation des contrats de ville. il vient ainsi en appui aux réflexions des collectivités en identifiant des enjeux, et en co-animant des groupes de travail thématiques, impulsés par Monsieur Jallet, Préfet délégué pour l'égalité des chances.

< Publication >

rapport d'activité 2018 en ligne

Suite à son Assemblée générale, le Pôle ressources a publié son rapport d'activité 2018. Il retrace l'année à travers trois chapitres : informations sur l'association (gouvernance, inscription du Pôle ressources au sein du réseau national des CRPV...); année en chiffres et en résumé (espaces de travail, éléments sur la mission

d'information...); présentation des thèmes et actions portés par l'association au travers 4 grandes entrées : rendre effectives la co-construction et les coopérations ; promouvoir égalité et justice sociale ; soutenir un développement économique et territorial endogène ; porter l'expression des quartiers populaires.

https://poleressources95.org/app/uploads/2019/05/rapport-dactivit%C3%A9-2018.pdf

National



Éducation

RENCONTRES TERRITORIALES DE L'ACTION ÉDUCATIVE

Le CNFPT, avec la participation de l'ANARÉ et du CGET, organise des rencontres territoriales de l'action éducative, le 6 juin prochain à Pantin. Elles seront l'occasion de réfléchir à la façon dont localement, les politiques éducatives contribuent à la construction de la cohésion sociale, aux réponses à apporter pour conforter l'inclusion éducative, ou encore aux modalités de contribution de l'action collective publique en matière d'éducation afin de réduire les inégalités territoriales. Une conférence traitant de l'éducation comme levier des enjeux de cohésion sociale et d'échange ; divers ateliers, autour de la mixité scolaire, de l'accueil et la scolarisation des enfants en grande précarité, ponctueront cette journée.

Contact: Catherine Tanguy, catherine.tanguy@cnfpt.fr

Participation

DES JOURNÉES DE LA CULTURE ET DU POUVOIR D'AGIR DES HABITANTS

La seconde édition de Culture Lab aura lieu du 8 au 10 juin, à Reims. Cet évènement national, piloté par des acteurs des centres sociaux et maisons de quartier (dont la Fédération nationale des Centres sociaux), et avec Jean-Pierre Chrétien Goni, directeur artistique de l'édition, propose trois jours immersifs pour découvrir le lien entre culture et pouvoir d'agir, centres sociaux et droits culturels. Des œuvres et expériences du réseau des centres sociaux (performances, spectacles-rencontres, parcours d'exploration, labos), y seront

partagées et valorisées. Les participants sont invités à se former, s'entraîner et s'éduquer mutuellement par des ateliers de pratiques, des confrontations d'idées et de s'interroger sur les droits culturels par la présentation de performances manifestant les rapports entre la culture et le pouvoir d'agir. Ces journées s'adressent notamment aux salariés et bénévoles des centres et des fédérations, artistes et habitants mobilisés sur des actions culturelles.

http://www.centres-sociaux.fr/files/2019/03/CultureLabpgm-29-04.pdf

Politique de la ville

LA PLACE DES COOPÉRATIONS DANS LA POLITIQUE DE LA VILLE

Les 13 et 14 juin se tiendront les 14èmes journées nationales des professionnels du Développement Social Urbain. Organisées par l'IRDSU, en partenariat avec l'ORIV, Centre de Ressources Politique de la Ville Grand Est et le Carrefour des métiers, elles traiteront de la place des coopérations dans la Politique de la ville. Actualités (évaluation à mi-parcours et protocoles de prorogation des contrats de ville...) et temps d'échanges entre professionnels pour une mise en perspective collective, ateliers pour décliner la question des coopérations, table-ronde sur le DSU d'ici et d'ailleurs ou retour sur l'expérimentation Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée sont au programme.

www.irdsu.net/avant-programme-et-inscription-aux-jn-2019

En bref

La Garantie Jeunes : quels jeunes et quel bilan après cinq ans ? DARES, avril

https://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/etudes-et-syntheses/dares-analyses-dares-indicateurs-dares-resultats/article/la-garantie-jeunes-quels-jeunes-et-quel-bilan-apres-cinq-ans

Données sur les quartiers de la Politique de la ville Chiffres détaillés, INSEE, avril

www.insee.fr/fr/statistiques/3900761?sommaire=2500477

Val d'Oise

Val d'Oise

LA SEMAINE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Aux côtés de la Direction départementale des territoires (DDT), plusieurs acteurs du Val-d'Oise se mobilisent en créant un programme d'évènements communs, pour participer ensemble à la semaine européenne du développement durable et répondre aux défis environnementaux et sociétaux. Cette année encore, le Pôle Ressources y contribue autour de 2 évènements : l'animation d'un atelier-débat via la facilitation graphique à l'issue de la projection du film documentaire « Power to change », destiné aux élus et professionnels de la communauté d'agglomération Roissy Pays de France et l'organisation d'une rencontre thématique autour de la Politique de la ville et des Objectifs de Développement Durable, avec l'intervention de la Fonda, à Eaubonne. L'éco Fest, un festival sur l'écologie organisé par un collectif d'associations dans l'agglomération de Cergy-Pontoise figure également et pour la première fois au programme. Consommation locale, circuits courts, achats en vrac, conférences et ateliers ainsi que festivités y seront mis à l'honneur.

Du 25 mai au 3 juir

www.val-doise.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-et-nuisances/Developpement-durable/Semaine-europeenne-du-developpement-durable-dans-le-Val-d-Oise-25-mai-au-3-iuin-2019

Cerav

L'ALJT FÊTE LES 10 ANS DE SA RÉSIDENCE DE ROISSY EN FRANCE

L'association convie ses partenaires à célébrer les 10 ans de sa résidence de jeunes travailleurs de Roissy en France. Fruit d'un partenariat étroit entre la ville de Roissy, la communauté d'agglomération, Aéroports De Paris, Val d'Oise Habitat et le Comité Habitat, elle accueille chaque année près de 400 jeunes, âgé entre 18 et 30 ans, tous en situation d'activité sur la plateforme aéroportuaire. A cette occasion une table ronde animée par le Pôle ressources abordera « les enjeux liés à l'emploi et au logement des jeunes ».

Le 11 juin à Roissy en France Contact : s.billy@aljt.asso.fr



Fiche expérience

Argenteuil / Boucle Nord de Seine

POSER LES JALONS D'UNE APPROCHE TERRITORIALE COMMUNE, PAR LE BIAIS D'UNE DÉMARCHE ÉVALUATIVE

En mars 2018, l'Établissement public territorial (EPT) Boucle Nord de Seine s'engageait dans une démarche d'évaluation participative des 6 contrats de ville correspondant aux communes d'Argenteuil pour le Val d'Oise, d'Asnières-sur-Seine, Clichy, Colombes, Gennevilliers et Villeneuve-la-Garenne pour les Hauts-de-Seine.

L'évaluation : un défi collectif

Au regard de l'évaluation à mi-parcours des contrats de ville, plusieurs défis se présentaient sur ce territoire : l'existence de plusieurs contrats de ville, pensés et rédigés au niveau de communes aux réalités distinctes, des ingénieries organisées de manière différente, avec pour spécificité un faible vécu commun, un territoire naissant ne possédant pas, au démarrage, de personnel dédié à la Politique de la ville et des interlocuteurs institutionnels dont les structurations et priorités différent d'un département à l'autre. Pour autant, dès le début de la démarche, l'ambition d'utiliser cette séquence pour favoriser les convergences et anticiper les travaux d'un futur contrat unique était affichée. C'est dans ce contexte qu'avec l'appui du Pôle ressources ville et développement social, l'EPT Boucle Nord de Seine, les villes et l'État, représentés par les 4 délégués du Préfet référents des quartiers concernés, se sont engagés dans une démarche évaluative commune et participative, autrement dit avec la volonté de mobiliser les parties prenantes de la Politique de la ville, à savoir les différentes collectivités, l'ensemble des signataires, les acteurs économiques, les porteurs de projet et les conseillers citoyens. Les travaux, qui se sont déroulés de juin 2018 à février 2019, ont réuni 325 personnes différentes pour 613 participations cumulées.

Un pilotage à trois niveaux

En termes de pilotage, la démarche a été portée par les maires des communes concernées, qui ont à la fois validé et enrichi les questions évaluatives, en lien avec les représentants des Préfets de département. Un comité réunissant les équipes projets, les délégués du Préfet et le Pôle ressources a structuré la démarche, organisé les temps de travail, mis en perspective les productions. Enfin, un comité d'évaluation, réunissant les acteurs

mentionnés, s'est mobilisé à 7 reprises (demi-journées). Ces rencontres visaient à faire découvrir la démarche, produire les questions évaluatives et le référentiel d'évaluation, s'approprier les données disponibles et identifier les informations signifiantes, partager une analyse relative à chacun des questionnements, acter des enjeux d'amélioration, tant pour les villes que pour le territoire, et, enfin, restituer les enseignements de l'évaluation ainsi que les perspectives envisagées. Le comité d'évaluation a ainsi proposé 9 questions (enrichies d'une proposition complémentaire de la Préfète déléguée pour l'égalité des chances du Val d'Oise), aux maires des communes qui les ont toutes retenues. L'évaluation s'est ainsi intéressée tout autant à des sujets transversaux (capacité à toucher les publics les plus fragiles, à proposer aux jeunes des solutions d'avenir ou encore à permettre la participation des habitants, à l'impact sur l'image des quartiers, à l'adaptation et à la mobilisation des ressources de droit commun) que thématiques (l'accès à l'emploi, la culture, la santé, l'éducation et la sécurité)

Répondre aux enjeux démocratiques et délibératifs

L'approche participative implique de répondre à un double enjeu. Il s'agit en effet d'être en mesure d'assurer une contribution réelle de chacun (car celleci tire sa force et sa légitimité de la diversité des acteurs mobilisés), que de la possibilité qui leur est donnée de porter un point de vue singulier à chaque étape. Par ailleurs, délibérer, c'est-à-dire acter en connaissance de cause, est essentiel. Évaluer implique en effet de mesurer les effets des contrats de ville, à partir d'arguments clairement définis, pour produire des enseignements nourris par les différentes nuances apportées par chaque point de vue. Afin de répondre à ces deux enjeux, différentes méthodes ont pu être

expérimentées au gré de séances qui ont réuni entre 60 et 130 participants : speed meeting pour présenter chaque contrat de ville ; post-it et votes pondérés pour définir les questions, puis world café en vue d'y adosser des critères ; expositions, speed meeting, tables-rondes interactives, sondages en ligne pour s'approprier les données ; ateliers pour produire des analyses partagées, auxquels ont succédé des votes numériques en vue de répondre par la positive ou par la négative à chaque question ; ateliers pour arrêter les enjeux d'amélioration et définir des pistes pour les mettre en œuvre.

Faire territoire

In fine, la démarche a été reconnue comme particulièrement intéressante par les participants, de par la place laissée à la parole de chacun, l'intérêt de découvrir les projets et actions portés au sein des autres villes et le développement des réseaux de chacun. Il n'en demeure pas moins que le caractère très rythmé des différents temps de travail et l'immensité des données disponibles ont pu être parfois perçus comme des éléments déstabilisants, voire frustrants, eu égard à l'envie d'aller plus loin, d'entrer plus dans le détail. Enfin, pour répondre plus fortement à l'enjeu démocratique, le comité technique a décidé d'enrichir la démarche d'un temps complémentaire, organisé un samedi matin spécifiquement en direction des conseillers citoyens.

Plusieurs acteurs ont mis en avant l'avancée qu'a constitué une telle démarche, par sa capacité à rapprocher les parties prenantes et les villes autour d'objets et de réflexions communs. Enfin, celle-ci a proposé aux villes, mais plus encore au territoire, une feuille de route concrète, alors que débute la rénovation des contrats de ville.

Contact : Rachel Hauthier, Directrice de l'Habitat et de la Politique de la Ville, rachel.hautier@bouclenorddeseine.fr

Ressources



< EN LIGNE >

MANUEL POUR LES HABITANTS DES VILLES : UN DOCUMENTAIRE EN 3 VOLETS

Les Collectifs Précipité et Jef Klak, également site internet d'informations et revue de critique sociale et d'expériences littéraires, ont produit un documentaire en 3 volets, intitulé « manuel pour les habitants des villes. » Celui-ci, composé de textes écrits et de documents sonores, a été réalisé au sein de trois centres d'hébergement d'urgence et de réinsertion sociale, avec leurs résidents, lors d'ateliers radios, de parole et de réflexion où s'échangent les situations sociales et politiques. Le documentaire met notamment en exergue des thèmes et questionnements prégnants, au travers de témoignages, de récits, d'extraits de textes rédigés pour certains par des résidents : comment vivre sans logement, sans papiers, être travailleur précaire ? Quelles expériences des frontières, de l'hébergement social, ou encore de l'insertion par le travail ?



https://www.jefklak.org/manuel-pour-les-habitants-des-villes-3-3-une-enquete-sur-le-temps-et-le-travail-2009-2010/

< DANS LA PRESSE - DISPONIBLE AU PÔLE RESSOURCES >

- « Mixité sociale : retour sur une utopie », Nathalie Da Cuz et Rouja Lazarova, la Gazette des communes du 6 au 19 mai, pp. 30-38
- « Quelle place pour les femmes dans l'espace public ?», Marylène Lieber, The Conversation, 14 mai,

https://theconversation.com/quelle-place-pour-les-femmes-dans-lespace-public-116531

• Et, pour une approche quotidienne de l'actualité nationale de la Politique de la ville, le panorama de presse réalisé par le Réseau National des Centres de Ressources : https://www.scoop.it/topic/actu-politiquedelaville



< A LIRE / A VOIR >



TERRITOIRE ZÉRO CHÔMEURS

ATD Quart Monde, Didier GOUBERT, Claire HÉDON, Daniel LE GUILLOU, co-éd. Ateliers/ATD Quart Monde, avril, 320 p.

Grâce à l'expérimentation « Territoires zéro chômeur de longue durée », des femmes et des hommes privés d'emploi depuis des années ont signé un CDI dans une « entreprise à but

d'emploi » sur dix territoires volontaires. Ces personnes ont retrouvé par le travail leur dignité et une place dans la société. Ce projet citoyen inédit parie sur la mobilisation des acteurs économiques d'un territoire donné et de ses habitants pour faire de l'emploi un bien commun. Fin 2018, ce sont près de 800 emplois à temps choisi, sans sélection à l'embauche, qui ont ainsi été créés autour d'activités utiles à la société. Et les bénéfices générés par ce retour à l'emploi sont supérieurs au coût du chômage! Mêlant témoignages des différents acteurs et analyses économiques, cet ouvrage dresse un premier bilan de deux ans d'expérimentation. Il propose des pistes de réflexion pour assurer le succès du projet alors que son extension à de nouveaux territoires est à l'ordre du jour.

www.editionsatelier.com/index.php?page=shop.product_details&flypage=bookshop-flypage. tpl&product_id=771&category_id=47&manufacturer_id=1&option=com_virtuemart&Itemid=7 4ème de couv



MOBILITÉS, LA FIN DU RÊVE ?

Éric Le Breton, éd. Apogée, 2019, 96 p.

« Soyez mobiles! ». C'est l'idéologie de notre temps mais elle est, de toute part, assaillie de contradictions.

La possibilité de se déplacer où, comment, et quand on le souhaite est un droit générique au sens où il conditionne les autres (emploi, logement...). Sauf que tout le monde n'est pas égal devant ce droit. Oui, la mobilité est une conquête de la démocratie et elle ouvre encore les horizons de la découverte. Mais elle épuise les citadins comme les ruraux et rompt les liens entre ceux qui sautent d'une ville à l'autre et ceux qui sont prisonniers de leur quartier ou de leur commune.

 $\label{lem:http://www.editions-apogee.com/vient-de-paraitre/mobilite-la-fin-du-reve.html$

4ème de cou